

## Conseil de gouvernement du jeudi 10 Mai 2012



### Le conseil de gouvernement approuve deux projets de loi sur des conventions internationales

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, deux projets de loi relatifs à des conventions internationales dans les domaines de l'assistance et de la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Le projet de loi 50-12, présenté par le ministre d'Etat au nom du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, porte approbation de la convention internationale sur l'assistance signée en 1989 à Londres.

Adoptée par la conférence internationale, tenue du 17 au 28 avril 1989 au siège de l'Organisation maritime internationale, cette convention vient modifier la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritime, notamment les risques liés à la pollution.

Elle organise les opérations d'assistance sous le contrôle des autorités publiques et selon les contrats d'assistance ainsi que les relations entre les propriétaires des navires et les assistants.

Le projet de loi 51-12 porte approbation du protocole de 1988 relatif à la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer de 1974. Présenté par le ministre d'Etat au nom du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, le protocole a pour objectif de compléter les dispositions de la convention de 1974, adoptée par le Maroc le 28 juin 1990, par de nouvelles règles relatives notamment à l'octroi de certificats et leur adaptation aux textes similaires dans d'autres conventions.

### Gouvernement: adoption d'un projet de loi relatif à la création de l'Office national pour la consultation agricole

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, le projet de loi n 58-12 portant création de l'Office national du conseil agricole (ONCA), un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle de l'Etat et soumis à son contrôle financier.

La mission de la nouvelle entité consiste en la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de vulgarisation agricole, indique le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, au cours d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil.

La création de cet office vise le dépassement du "manque flagrant" constaté en la matière, ajoute le ministre, précisant que le taux de couverture actuelle des agriculteurs en termes d'orientation est de 5 pc, soit 15 dirhams pour chaque agriculteur, ce qui entrave la réponse aux besoins croissants en conseil chez les agriculteurs, particulièrement après la mise en œuvre du plan Maroc Vert.

Par ailleurs, le Conseil a adopté un projet de décret relatif à la bioéquivalence des médicaments génériques et fixant les conditions à respecter dans la réalisation des études de bioéquivalence et les critères scientifiques justifiant la dispense de ces études.

Présenté par le ministre de la Santé, le projet de décret, qui vient en application à la loi n 17-04, apporte une définition précise à la notion de bioéquivalence, de biodisponibilité et à celle de spécialité de référence.

L'exigence de ces études est bénéfique aussi bien pour les génériques destinés à la consommation locale - en garantissant leur qualité équivalente au médicament princeps- que pour ceux destinés aux marchés d'exportation -en leur garantissant un certain niveau de notoriété et de compétitivité par rapport à leurs concurrents-.

### Mise en place d'une commission technique chargée de recenser les postes budgétaires prévus par la loi de finance 2012

Le ministre d'Etat, M. Abdellah Baha a informé, jeudi, le Conseil de gouvernement des résultats du travail de la commission ministérielle en charge du dossier de l'emploi, sachant qu'il a été procédé à la constitution

d'une commission technique chargée de recenser les postes budgétaires prévus par la loi de finance 2012, de les classer sur les plans sectoriel et spatial et de répertorier les postes vacants dans les établissements publics et les collectivités territoriales.

M. Mustapha El Khalfi, ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, a indiqué, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil, que cette commission se penchera également sur l'examen du décret relatif à l'organisation des concours afin de renforcer la transparence et garantir l'égalité des chances et présenter des propositions concernant les modalités d'organisation des concours de recrutement. Ladite commission présentera les résultats de ses travaux dans les plus brefs délais.